



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
6 décembre 2023  
Français  
Original : anglais

---

### Lettre datée du 6 décembre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Je vous écris en vertu de l'Article 99 de la Charte des Nations Unies pour appeler l'attention du Conseil de sécurité sur une question qui, à mon avis, risque d'aggraver les menaces qui pèsent sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Plus de huit semaines d'hostilités à Gaza et en Israël ont engendré d'effroyables souffrances humaines, des destructions physiques et un traumatisme collectif en Israël et dans le Territoire palestinien occupé.

Plus de 1 200 personnes, dont 33 enfants, ont été tuées violemment et des milliers d'autres ont été blessées lors des actes de terreur abominables qui ont été perpétrés par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens le 7 octobre 2023, ce que j'ai condamné à maintes reprises. Quelque 250 personnes, dont 34 enfants, ont été enlevées et plus de 130 d'entre elles sont toujours en captivité. Elles doivent être libérées immédiatement et sans condition. Les récits des violences sexuelles commises lors de ces attaques sont révoltants.

Dans toute la bande de Gaza, les civils font face à un grave danger. Depuis le début de l'opération militaire israélienne, plus de 15 000 personnes auraient été tuées, dont plus de 40 % d'enfants. Des milliers d'autres ont été blessées. Plus de la moitié des habitations ont été détruites. Environ 80 % de la population, qui compte 2,2 millions de personnes, a été déplacée de force et se retrouve dans des zones de plus en plus restreintes. Plus de 1,1 million de personnes ont trouvé refuge dans les installations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à Gaza, ce qui crée des conditions de surpeuplement, d'indignité et d'insalubrité. D'autres n'ont nulle part où se réfugier et se retrouvent à la rue. Les restes explosifs de guerre rendent certains endroits inhabitables. Il n'y a pas de véritable protection des civils.

Le système de santé à Gaza est en train de s'effondrer. Les hôpitaux sont devenus des champs de bataille. Seuls 14 hôpitaux sur 36 sont encore fonctionnels, ne serait-ce que partiellement. Les deux principaux hôpitaux du sud de la bande de Gaza fonctionnent au triple de leur capacité d'accueil et commencent à manquer de fournitures de base et de carburant. Ils hébergent également des milliers de personnes déplacées. Dans ces conditions, d'autres personnes mourront, faute de traitement, dans les jours et les semaines à venir.

Aucun endroit n'est sûr à Gaza.

Les bombardements des Forces de défense israéliennes sont constants et les gens n'ont ni abri ni produits de première nécessité pour survivre. Je m'attends à ce que



les conditions désespérées qui règnent entraînent bientôt un effondrement de l'ordre public, ce qui rendrait impossible toute aide humanitaire, même limitée. La situation pourrait encore s'aggraver si des épidémies venaient à se déclencher et si des pressions accrues provoquaient des déplacements massifs vers les pays voisins.

Dans sa résolution 2712 (2023), le Conseil de sécurité « demande l'intensification des fournitures humanitaires pour satisfaire les besoins humanitaires de la population civile, tout particulièrement des enfants ».

Les conditions actuelles rendent impossible la conduite d'opérations humanitaires dignes de ce nom. Nous envisageons néanmoins les mesures à prendre pour assurer le suivi de l'application de la résolution, même si nous savons que cela n'est pas tenable dans les circonstances actuelles.

Les livraisons de fournitures se poursuivent par Rafah, mais les quantités sont insuffisantes et elles ont diminué depuis la fin de la pause. Nous ne sommes tout simplement pas en mesure d'atteindre les personnes qui en ont besoin à Gaza. La capacité de l'ONU et de ses partenaires humanitaires est décimée par les pénuries d'approvisionnement, le manque de carburant, l'interruption des communications et l'insécurité croissante. Le personnel humanitaire s'est joint à la grande majorité des civils gazaouites, évacuant vers le sud de la bande de Gaza avant l'avancée des opérations militaires. Au moins 130 collègues de l'UNRWA ont été tués, souvent avec leur famille.

Nous sommes face à un risque grave d'effondrement du système humanitaire. La situation se dégrade rapidement ; elle pourrait se transformer en une catastrophe aux conséquences potentiellement irréversibles pour l'ensemble des Palestiniens ainsi que pour la paix et la sécurité dans la région. Une telle issue doit être évitée à tout prix.

La communauté internationale a la responsabilité d'user de toute son influence pour empêcher une nouvelle escalade et mettre fin à cette crise. J'exhorte les membres du Conseil de sécurité à faire pression pour éviter une catastrophe humanitaire. Je demande de nouveau qu'un cessez-le-feu humanitaire soit déclaré, et ce, de toute urgence. Il faut épargner à la population civile de nouvelles souffrances. Un cessez-le-feu humanitaire permettra de rétablir les moyens de survie et d'acheminer l'aide humanitaire en toute sécurité et en temps voulu dans toute la bande de Gaza.

(Signé) António **Guterres**

---